



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Service interministériel d'animation territoriale

Bureau de l'environnement

Arrêté n° 41-2025-04-07-00004

**complémentaire accordant à la société VAL DE LOIRE GRANULATS l'autorisation
de modifier les conditions d'exploitation de la carrière de calcaire
sise lieu-dit « Le Bout de la Vallée Poiriou » à Averdon (41)**

Le Préfet de Loir-et-Cher

Vu le code de l'environnement, en particulier son titre 1er du livre V et son article L. 181-1 ;

Vu le code minier ;

Vu le titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2020 approuvant le schéma régional des carrières Centre – Val de Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-157-6 du 6 juin 2005 relatif à l'exploitation d'une carrière et d'une installation de traitement de matériaux sise lieu – dit « Le Bout de la Vallée Poiriou » et « Le Dolin » à Averdon, par la société VAL DE LOIRE GRANULATS ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 41-2016-05-02-003 du 2 mai 2016 relatif à l'autorisation de renouvellement et d'extension sise lieu-dit « Le Bout de la Vallée Poiriou » à Averdon par la société VAL DE LOIRE GRANULATS ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu la demande reçue en préfecture le 20 novembre 2019 de la société VAL DE LOIRE GRANULATS portant sur un projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière d'Averdon, visant à obtenir l'autorisation d'augmenter la quantité d'eau prélevée dans le milieu naturel ;

Vu la demande reçue en préfecture le 8 février 2021 de la société VAL DE LOIRE GRANULATS de modifier les seuils d'acceptabilité des déchets inertes stockés dans sa carrière située sur la commune d'Averdon conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précité relatif aux conditions d'admission des déchets inertes ;

Vu la demande reçue en préfecture le 23 février 2021 de la société VAL DE LOIRE GRANULATS de modifier le profil de réaménagement de sa carrière située à d'Averdon ;

Vu les trois dossiers produits à l'appui des demandes précitées ;

Vu la demande de compléments en date du 7 février 2022, par rapport aux matériaux de remblais contenant de la pyrite pouvant être éventuellement accueillis sur le site ;

Vu les compléments transmis par l'exploitant en date du 5 mai 2022 ;

Vu la demande de compléments en date du 27 mars 2023, concernant les accords des propriétaires sur l'accueil de matériaux de remblais dit « 3+ » ;

Vu les compléments transmis par l'exploitant en date du 19 novembre 2024 , relatifs aux accords des propriétaires des terrains pour l'accueil de matériaux inertes « 3+ » aux fins de remblaiement du site ;

Vu le rapport et les propositions du 26 mars 2025 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre – Val de Loire ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire porté le 27 mars 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant le 28 mars 2025, prises en compte le 3 avril 2025 ;

Considérant que les modifications demandées ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la modification des seuils d'acceptabilité des matériaux destinés au remblaiement de la carrière est permise par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, également applicable aux carrières ;

Considérant que le dossier portant sur la modification des seuils d'acceptabilité des matériaux de remblais déposé par la société VAL DE LOIRE GRANULATS répond aux exigences de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, également applicable aux carrières ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation de modifier les seuils d'acceptabilité des matériaux inertes ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le dossier précité, déposé par la société VAL DE LOIRE GRANULATS conclut à l'absence d'impact sur la base de démonstrations jugées recevables ;

Considérant que les mesures compensatoires proposées par l'exploitant et reprises dans le présent arrêté, en plus du respect des obligations réglementaires des arrêtés ministériels du 22 septembre 1994 révisé et du 12 décembre 2014 susvisés, permettent de renforcer la surveillance du respect de la qualité des matériaux inertes admis en remblais ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de protéger les intérêts visés par les articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} – NATURE DES MODIFICATIONS

La société VAL DE LOIRE GRANULATS, autorisée à exploiter la carrière de calcaire sise lieu-dit « Le Bout de la Vallée Poiriou » à Averdon par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 susvisé, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation des installations conformément aux éléments contenus dans ses dossiers de demandes susvisés, sous réserve du strict respect des dispositions ci-après.

Les modifications des conditions d'exploitation concernent :

- la modification des critères d'admission des matériaux inertes admis pour le remblaiement de la carrière, conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes, qui prévoit la possibilité de déroger aux valeurs limites sur les paramètres donnés en annexe II de l'arrêté, dans la limite d'un facteur 3 (déchets dits « 3+ »), sauf cas particuliers pour le carbone organique total sur éluat et le carbone organique total du contenu total (Article 2.4.3.2 de l'arrêté du 2 mai 2016) ;
- la modification du profil de réaménagement sur la partie Nord – Ouest, au niveau du forage agricole/ PZ2 (Article 2.4.3.2 de l'arrêté du 2 mai 2016) ;
- l'augmentation du volume d'eau autorisé en prélèvement dans la nappe des calcaires de Beauce de 1 000 m³/an à 6 500 m³/an (Article 4.1.1 de l'arrêté du 2 mai 2016).

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 2.4.3 DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2016

Les dispositions de l'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 2.4.3 – DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT

Article 2.4.3.1 Aires de circulation

Les aires de circulation provisoires et les aires de travail doivent être décapées des matériaux stabilisés qui auraient été régalez puis recouvertes de terre végétale en vue de leur remise en état conformément au plan joint en annexe au présent arrêté.

Article 2.4.3.2 Remblayage partiel de l'excavation et nature des remblais

La remise en état du site consiste en un remblaiement partiel de l'excavation pour retour à la cote minimale de 99 m NGF.

Afin de conserver les installations de pompage existantes sur la parcelle ZM 38 (Forage agricole / PZ2), une zone d'environ 15 000 m² sera remblayée au terrain naturel à une cote pouvant aller de 102 à 107 m NGF avec une pente de moins de 10 %, restant en tout état de cause au-dessus de la cote de 99 m NGF.

L'intégralité de la terre végétale de découverte sera réutilisée pour la remise en état, avec une épaisseur uniforme. Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée doit être réalisé à 10 % maximum par rapport à l'horizontale.

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets d'extraction inertes internes au site (résidus, stériles et morts-terrains) sont prioritairement employés pour la remise en état du site lors du remblaiement.

Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Nature des déchets inertes extérieurs acceptés en remblai

Seuls les déchets inertes définis l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière.

Ainsi, les déchets suivants sont admis :

Selon l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé :

CODE DÉCHET ⁽¹⁾	DESCRIPTION ⁽¹⁾	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02 (1)	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe (hors sites contaminés)
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés
⁽¹⁾ Les codes déchets et leur description sont détaillés en annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000		

(1) Les déchets d'enrobés bitumineux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Ces tests doivent faire l'objet d'un enregistrement.

Selon les articles 3 et 6 et l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé :

Conformément aux articles 3 et 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014, les déchets non dangereux inertes qui n'entrent pas dans les catégories du tableau ci-dessus peuvent être admis sous réserve qu'ils respectent a minima les valeurs limites des paramètres définis ci-dessous.

La justification du caractère inerte doit être apportée par le fournisseur des déchets et conservée par l'exploitant de la carrière.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission énoncés ci-dessous.

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Cette adaptation est autorisée pour la totalité du volume à remblayer.

Paramètre	Valeur limite à respecter (exprimée en mg/kg de matière sèche)
As	1,5
Ba	60
Cd	0,12
Cr total	1,5
Cu	6
Hg	0,03
Mo	1,5

Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	0,18
Se	0,3
Zn	12
Chlorure	2400
Fluorure	30
Sulfate	3 000
Indice phénols	3
COT (carbone Organique total) sur éluat (1)	500
Fraction soluble	12000

(1) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

Paramètre	Valeur limite à respecter (exprimée en mg/kg de déchet sec)
COT (carbone organique total)	60 000
BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylènes)	6
PCB (Polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

Les matériaux contenant de la pyrite ne seront pas acceptés.

La teneur en soufre sous forme de sulfure sera analysée sur chaque apport d'origine différente de matériaux dits « 3+ ».

Article 2.4.3.3 Déchets interdits

Les déchets suivants sont interdits :

- Les matériaux contenant de la pyrite ;
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %;
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- les déchets d'amiante lié et les matériaux en contenant ;
- les déchets présentant au moins une propriété de danger, ou radioactifs ;

- Les déchets interdits précités font l'objet d'une procédure de refus systématique à l'entrée de la carrière.

Le personnel de la carrière affecté à la réception des remblais (responsable de site, personnel de bascule, conducteur du bouteur...) reçoit une formation relative à leur gestion.

Article 2.4.3.4 Procédure d'acceptation préalable

L'exploitant de la carrière met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation, *a minima* :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leurs numéros SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leurs numéros SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence (en référence à l'annexe de la décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- le traitement et/ou les opérations réalisés sur les déchets ;
- la valeur des paramètres du contenu total et les résultats des tests de lixiviation effectués en application de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014.

L'exploitant s'assure que les déchets sont conformes à l'article **2.4.3.2** du présent arrêté et qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.

Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis sur l'installation.

La durée de validité du document est d'un an au maximum.

Article 2.4.3.5 Procédure d'admission des matériaux extérieurs

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.

Bordereau de livraison

Chaque apport extérieur est accompagné d'un bon de livraison attestant de la conformité des déchets à leur destination, et indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le chantier de provenance et son adresse ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et l'immatriculation du véhicule ;

- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes ;
- la date et l'heure d'admission ;
- la zone de remblaiement sur le site ;
- la référence au document d'acceptation préalable ;
- Le bon de livraison est signé par le transporteur.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 2.4.3.6 Procédure d'admission des déchets extérieurs

L'exploitant met en place une procédure d'admission des déchets extérieurs admis en remblai, dans laquelle est notamment précisée la liste des matériaux conformes, ainsi que la procédure de refus en cas de matériaux non-conformes.

Cette procédure est parfaitement connue du personnel chargé de l'accueil et de la gestion des matériaux sur le site jusqu'à leur mise en remblai.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux. Cette aire peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois, etc.) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet et installées à proximité immédiate. Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés *a minima* :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets(en référence à l'annexe de la décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé de réception.

Article 2.4.3.7 Registre d'admission des déchets

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- les moyens de transport utilisés ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000) ;
- la masse des déchets, mesurée par pesée à l'entrée de l'installation ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Réalisation de contrôles aléatoires :

Dans le but de vérifier la conformité des déchets inertes non dangereux au certificat d'acceptation préalable, des contrôles aléatoires seront réalisés par la société VAL DE LOIRE GRANULATS.

Ces contrôles seront réalisés pour un même client, selon les fréquences suivantes :

- systématiquement pour les chantiers d'une capacité supérieure à 500 m³.
- par tranche de 5 000 m³, pour les chantiers supérieurs à 5000 m³.

En outre, il est procédé une fois par mois à un test de lixiviation sur un échantillon prélevé de façon aléatoire sur l'ensemble de la zone de remblaiement.

Ces contrôles doivent permettre de vérifier que l'ensemble des paramètres définis dans l'article **2.4.3.2** sont respectés.

En cas d'écart à la déclaration d'acceptation préalable, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et le producteur des déchets avant de procéder à la régularisation de sa situation.

Plan de remblayage :

L'exploitant tient à jour un **plan topographique**. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pré-cité (maillage de 50 mètres sur 50 mètres maximum).

Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conditions de remblayage :

Le remblayage de la carrière avec les déchets inertes extérieurs est organisé de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements. Il est réalisé de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries.

Des mesures sont prises afin de réduire les nuisances pouvant résulter des opérations de remblayage, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

La quantité de matériaux mise en remblai est communiquée une fois par an à l'inspection des installations classées lors de l'enquête annuelle (cf. 9.4.2 de l'arrêté du 16 mai 2012).

ARTICLE 3 – MODIFICATIONS DE L'ARTICLE 4.11 DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2016

Les dispositions de l'article 4.11 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 sont remplacées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 4.11. - ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal (m³)
				Horaire
Forage – Eau souterraine	Nappe des calcaires de Beauce	/	6 500	2

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations ainsi que dans le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

L'utilisation d'eau pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc. Afin de limiter le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.

Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.

ARTICLE 4 – LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 9.2.5.3 DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2016 SONT MODIFIÉES ET COMPLÉTÉES PAR LE TABLEAU SUIVANT :

Article 9.2.5.3. Fréquences et modalités de l'auto surveillance

En chaque point du réseau de surveillance, le suivi du niveau piézométrique est réalisé chaque mois et un prélèvement est également effectué chaque semestre pour le suivi de la qualité des eaux souterraines (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Un premier prélèvement est réalisé avant le premier apport de matériaux « 3+ ».

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Température	Semestrielle (en période de hautes et basses eaux)	Selon les normes en vigueur
pH		
Conductivité à 20 °C		
Matières en suspension totales (MEST)		
Demande chimique en oxygène (DCO)		
Hydrocarbures (HCT)		
Sulfates		
Chlorures		
Fluorures		
Arsenic (As)		
Baryum (Ba)		
Cadmium (Cd)		
Chrome total (Cr total)		
Cuivre (Cu)		
Mercure (Hg)	Semestrielle (en période de hautes et basses eaux)	Selon les normes en vigueur
Molybdène (Mo)		
Nickel (Ni)		
Plomb (Pb)		
Antimoine (Sb)		
Sélénium (Se)		
Zinc (Zn)		
Indice phénols		
Carbone organique total (COT)		
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)		
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)		
HAP (hydrocarbures Aromatiques polycycliques)		
Nitrates		
Nitrites		
Ammonium		
Hydrogénocarbonate		
Acrylamide monomère		
Atrazine-simazine		

Sur la base des relevés piézométriques, une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

La piézométrie du secteur est surveillée en tous points du réseau de surveillance de manière mensuelle.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

ARTICLE 5 – MODIFICATIONS DE L'ANNEXE 3 DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2016 :

Le plan de remise en état figurant en annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2016 est remplacé par les plans en annexe du présent arrêté (pages 15 à 18).

ARTICLE 6 – SANCTIONS

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 7 – NOTIFICATION – PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera dans son installation, en permanence et de façon visible.

Il est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'Averdon et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'Averdon pendant au moins un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Loir-et-Cher, pendant au moins quatre mois ;
- une copie du présent arrêté est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire d'Averdon et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **07 AVR. 2025**

Pour le préfet de Loir-et-Cher, et par délégation
Le secrétaire général

Faustin GADEN

Délais et voie de recours en page suivante

Délais et voies de recours

– Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

– un recours gracieux, adressé à : M. le préfet de Loir-et-Cher – 1, place de la République – BP 80101 – 41001 BLOIS cedex ;

– un recours hiérarchique, adressé à Mme la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.
Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr



Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Faustin GADEN

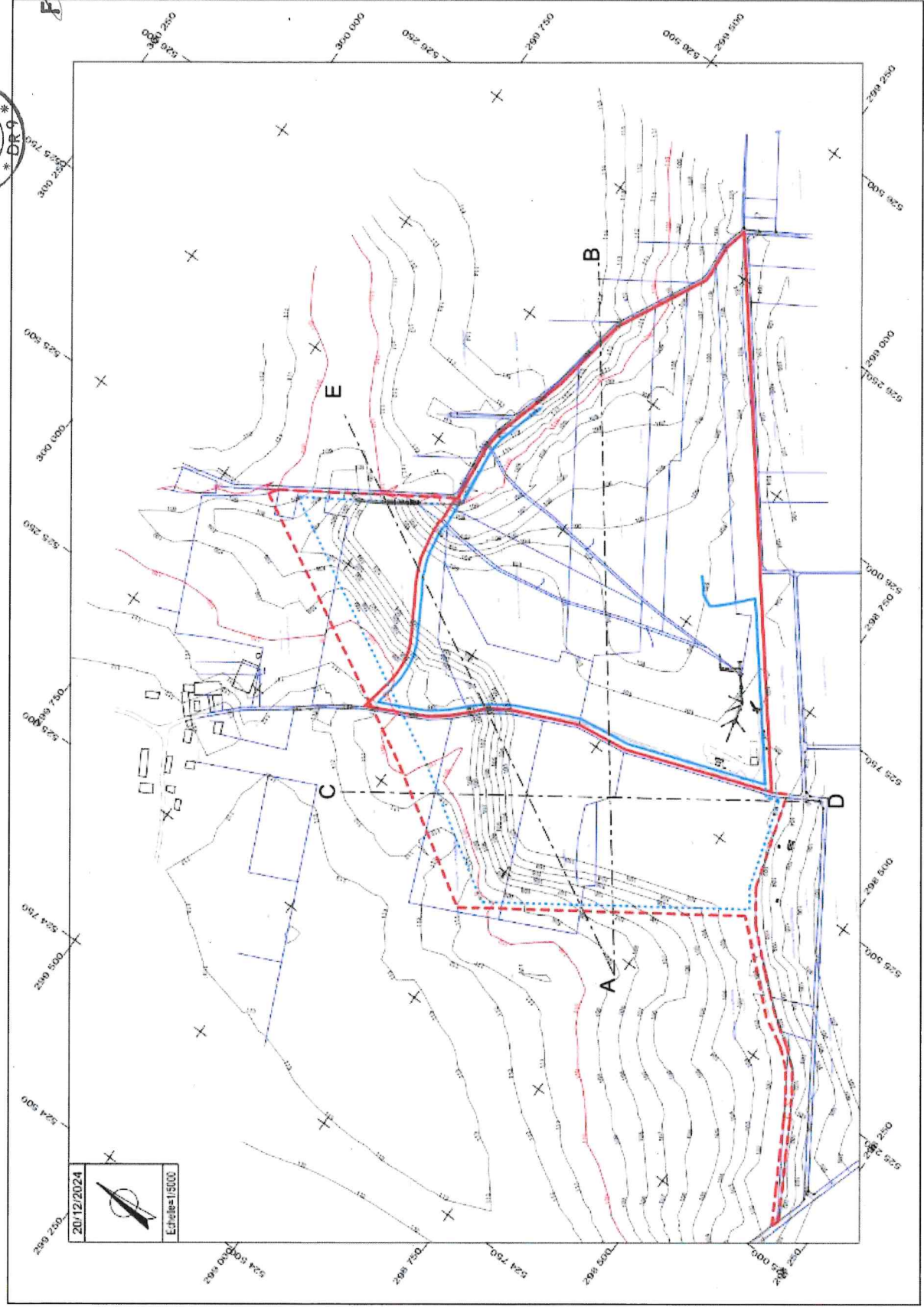
Annexe 3 : Plan de remise en état et schémas des profils de réaménagement

Plan de remise en état



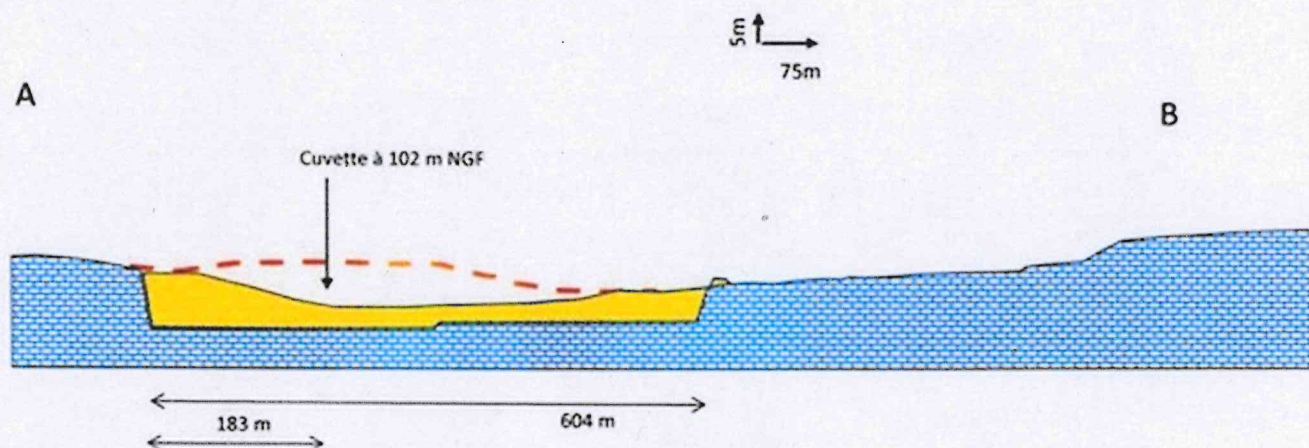
Vu pour être annexé à mon arrêté
du : **07 AVR. 2025**
pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Schémas des profils de réaménagement

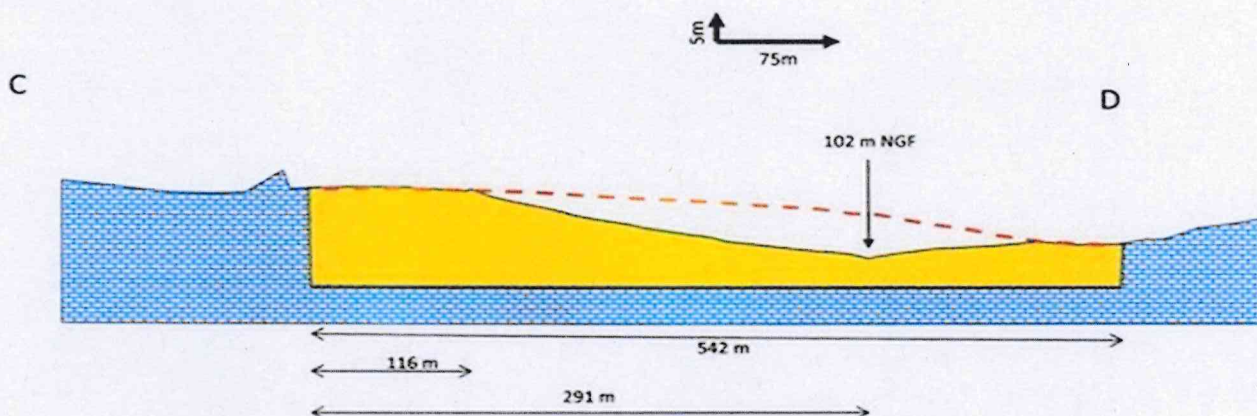


Faustin GADEN

Section AB



Section CD



Vu pour être annexé à mon arrêté

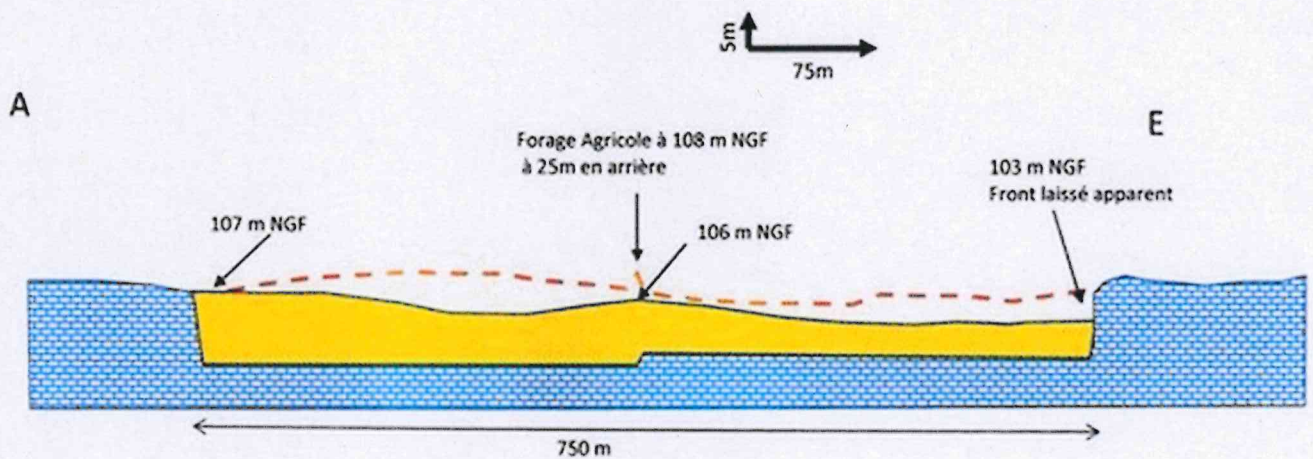
du: **07 AVR. 2025**



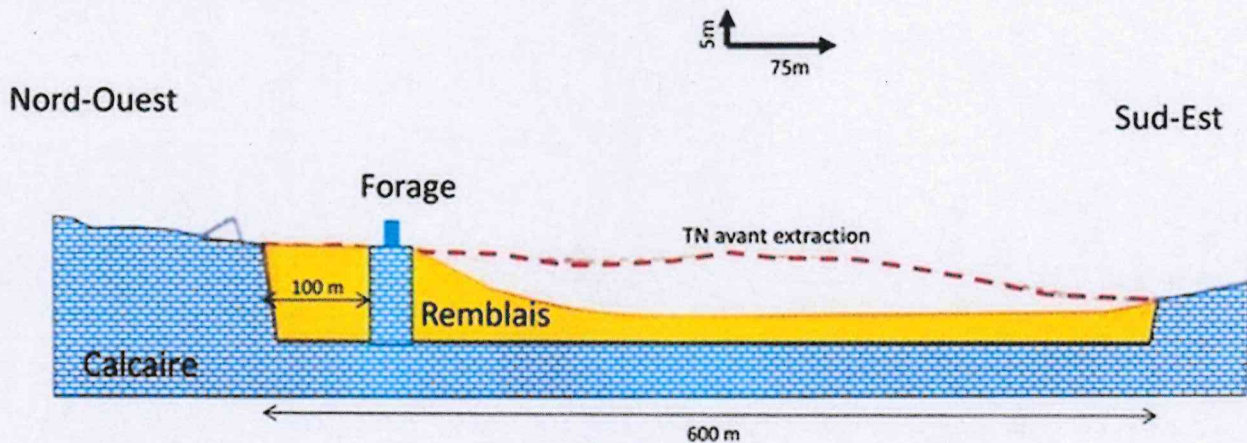
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Faustin GADEN
Faustin GADEN

Section AE



Profil en long du chemin



Vu pour être annexé à mon arrêté
du: **07 AVR. 2025**



Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Faustin GADEN